

## REGION/FEDERATION

# Et si on se préparait à la 7<sup>e</sup> réforme ?

## Et si on débattait, entre francophones, de la prochaine réforme de l'État ?

En Wallonie, le MR piaffe, face à un gouvernement qui «ronronne».

### ● Pascale SERRET

Il en a déjà marre, Pierre-Yves Jeholet. Le chef de groupe de l'opposition wallonne MR se dit «surpris de la manière dont ce gouvernement PS-cdH ronronne». «À part se spécialiser dans les moratoires : primes énergie, taxe outillage, plan Airbag... Que fait le gouvernement ? On n'a rien à se mettre sous la dent.»

Or, selon lui, il y a des réformes à initier. «Y compris institutionnelles. Il faut oser le débat, sans tabou. On a besoin d'un coup de pied dans la fourmière des structures.»

Pas neuf. Mais c'est redit en début de législature. «Ça nous laisse 5 ans pour créer le débat.»

**1. Bye bye, les Provinces ?** «Faut-il maintenir ou pas les Provinces ? Il faudra se poser la question. Quand on voit les moyens qu'elles ont par rapport aux Communes qui, elles, licencient...» Pierre-Yves Jeholet considère

qu'il faut au minimum débattre de supracommunalité. «En région liégeoise, on avance sur ce dossier, tous partis confondus. On doit pouvoir y parvenir aussi au niveau wallon.»

**2. L'enseignement à la Région** Sa collègue MR au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Françoise Bertieaux, ne partage peut-être pas exactement son point de vue. Mais Pierre-Yves Jeholet s'interroge : «La Fédération a-t-elle encore une valeur ajoutée ? Pour moi, les politiques d'enseignement sont un échec. Si la Wallonie est mieux à même de former les jeunes, via un axe éducation, formation et enseignement, alors je suis favorable à une régionalisation», dit-il. Et si on lui démontre que la Fédé fait ça mieux ? Il a une petite moue. «Je ne suis pas convaincu par le projet de la ministre Milquet...» Dans la foulée d'un «décrassage» institutionnel, il s'inscrit aussi volontiers dans le canevas «Un pays, quatre Régions», les germanophones constituant la 4<sup>e</sup> Région. «Ce serait plus simple.»

**3. «Pas de la tuyauterie»** Tout le MR est-il sur la même longueur d'ondes ? Non. Chaque parti a ses partisans et ses opposants sur ces dossiers-là. Le député wallon sourit : «Au MR aussi, on a des provincia-

listes. Mais il faut entamer la discussion entre francophones. On ne va pas régler ça en 5 ans. Il faut du temps. Prenons la 6<sup>e</sup> réforme de l'État comme une opportunité. On doit pouvoir changer les choses». Pendant ce temps, au gouvernement fédéral dirigé par Charles Michel, les débats institutionnels sont en principe exclus pour 5 ans. Paradoxal ? Gonflé ? Téléphoné ? Justement, avance-t-il : «Ayons ce débat institutionnel intrafrancophone pour se prendre en main, être prêt et ne pas subir». Il ajoute : «Ce n'est pas de la tuyauterie institutionnelle. Il s'agit de rendre le travail plus performant, plus efficace».

**4. Qu'en pensent-ils ?** Dans la majorité PS-cdH, on a déjà réagi. Christophe Collignon (PS) ne dit pas non au débat. Puisque les institutions existantes sont perfectibles... Mais priorité à l'intégration des nouvelles compétences issues de la 6<sup>e</sup> réforme et à la relance sociale et économique.

Du côté du partenaire cdH, c'est d'accord pour reprendre langue, rediscuter entre francophones de la 6<sup>e</sup> réforme. Mais pas question une seule seconde d'évoquer une 7<sup>e</sup> réforme. Cela ne ferait que confirmer les rumeurs d'accords secrets au fédéral entre le MR et la N-VA, comme l'a confié à l'agence Belga le député cdH Dimitri Fourny. ■